

**Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1139
3 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 23 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

J'ai l'honneur de me référer à l'exposé que mon Envoyé spécial pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi, a fait le 4 novembre 1998 à l'intention des membres du Conseil de sécurité, qu'il a informés que ses entretiens avec les chefs des Taliban à Kandahar lui avaient permis d'évoquer la possibilité de mettre en place un mécanisme visant à prévenir les violations flagrantes des droits de l'homme en Afghanistan. Depuis lors, le Département des affaires politiques a consulté toutes les parties afghanes concernées en vue de donner suite à cette idée.

Je suis maintenant en mesure d'informer le Conseil que les parties afghanes m'ont fait part de leur accord de principe sur le déploiement d'observateurs civils en Afghanistan. Pourvu que la formule rencontre l'agrément du Conseil, je me propose en conséquence de rattacher à la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan une unité des affaires civile qui serait initialement constituée de 12 observateurs civils, dont les principaux objectifs seraient de suivre l'évolution de la situation et, par leur présence, d'encourager le respect de normes humanitaires minimales et de prévenir les violations massives et systématiques des droits de l'homme et du droit humanitaire.

Les observateurs civils oeuvreraient en conjonction avec la Mission spéciale, dont le rôle consiste essentiellement à aider mon Envoyé spécial dans le cadre de ses activités de rétablissement de la paix en Afghanistan, à suivre l'évolution générale de la situation politique et militaire, et à se tenir en rapport avec toutes les factions afghanes, de même qu'avec les gouvernements et les organisations qu'intéresse l'avenir de l'Afghanistan. L'information recueillie par l'unité des affaires civiles serait incluse dans les rapports sur la situation en Afghanistan que je fais régulièrement tenir au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.

Avant de solliciter le consentement exprès des parties à la création de l'unité des affaires civiles, je me propose d'envoyer une mission d'évaluation en Afghanistan dès que les conditions de sécurité le permettront, afin de préciser le mandat, la composition et les modalités de déploiement du groupe d'observateurs civils.

Je vous serais très obligé de bien vouloir communiquer le texte de la présente lettre aux membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. ANNAN
